



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 15/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS ARMABESSAIRE et Compagnie

12 rue Jean COCTEAU
77340 Pontault-Combault

Références : E/23- 0375
Code AIOT : 0006502284

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement SAS ARMABESSAIRE et Compagnie implanté 9-12 rue Jean Cocteau 77340 Pontault-Combault. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à l'incendie survenu sur le site dans la nuit du 30/09/22 au 01/10/22.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS ARMABESSAIRE et Compagnie
- 9-12 rue Jean Cocteau 77340 Pontault-Combault
- Code AIOT : 0006502284
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARMABESSAIRE exploite une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation pour les activités de stockage et de récupération de ferrailles, de broyage et de concassage de produits minéraux, de fonderie de métaux et alliages et de transit de déchets industriels.

Les activités de la SAS ARMABESSAIRE et Compagnie sont réglementées par :

- l'arrêté préfectoral n° 10 DCSE IC 241 du 23 novembre 2010,

- l'arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT77/052 du 09 novembre 2015 imposant des prescriptions complémentaires pour son installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Entreposage des déchets	arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Réseaux d'alimentation en eau	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Plan des réseaux	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Localisation des points de rejet	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.1.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.2.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Séparation des déchets	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Accès et circulation dans l'établissement	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Ressources en eau	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
15	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.3.9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
16	Programme de surveillance pérenne	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	Déclaration des données annuelles	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dispositions générales	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.2.1	/	Sans objet
6	Séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.3.10	/	Sans objet
11	Entretien des moyens d'intervention	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.2	/	Sans objet
13	Protection des milieux récepteurs	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.8	/	Sans objet
14	Auto surveillance des eaux résiduaires	arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que la gestion de l'incendie, survenu le 30 septembre 2022, par la société ARMABESSAIRE était convenable. L'exploitant avait transmis à l'inspection des installations classées une fiche de notification d'accident/incident le 4 octobre 2022.

Lors de la visite d'inspection du 4 octobre 2022, l'inspection des installations classées a toutefois constaté que :

- le volume disponible dans la réserve d'eau située au 12 rue Jean Cocteau semblait inférieur au volume minimal requis de 300 m³,
- l'état des abords de la réserve incendie précitée n'était pas satisfaisant et lié à un mauvais entretien,
- la hauteur de stockage de déchets n'était pas respectée ainsi que l'éloignement de certaines zones vis-à-vis de la clôture périphérique du site,
- le plan des zones n'était pas à jour,
- la séparation des déchets n'était pas satisfaisante,
- la dalle présentait des dégradations importantes au niveau de plusieurs zones sur le site,
- les justificatifs des dernières vérifications des systèmes de disconnexion et les dernières mesures de la quantité d'eau prélevée n'étaient pas transmis,
- à la suite de l'installation de la station de traitement des effluents, un porter-à-connaissance détaillant les modifications apportées à l'installation et mettant à jour les différents plans de l'installation n'a pas été transmis,
- des valeurs limites de concentration en polluants avant rejet des eaux pluviales ne sont pas

respectées,

- les conditions établies dans l'arrêté préfectoral pour suspendre le programme de surveillance perenne des paramètres RSDE ne sont pas remplies. L'inspection est dans l'attente des dernières analyses dont la fréquence est variable selon les paramètres (mensuelle, trimestrielle ou annuelle). Le résultat des analyses doit être saisi sur le site GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
Constats : L'inspection a constaté que la hauteur d'entreposage de stockage des métaux était supérieure à 6 mètres sur le site du 12 rue Jean Cocteau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réseaux d'alimentation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.1.2.1.
Thème(s) : protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement. Les systèmes de disconnexion équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée, doivent être vérifiés régulièrement et entretenus au moins une fois par semestre. Les ouvrages de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les justificatifs des dernières vérifications des systèmes de disconnexion et les dernières mesures de la quantité d'eau prélevée par les 2 forages de l'installation n'ont pas été fournis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.2.1.
Thème(s) : protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit. À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les effluents sont canalisés et traités.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.2.2.
Thème(s) : protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs où tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),- les secteurs collectés, les réseaux associés et le sens d'écoulement des effluents,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a mis en place en décembre 2020 une installation de dépollution des effluents. Cependant celle-ci n'est pas matérialisée sur le plan des réseaux. L'inspection a également constaté que l'établissement ne dispose plus que de deux séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures sur les trois prévus initialement. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance détaillant les modifications apportées à l'installation et mettant à jour les différents plans de l'installation (plan de masse, plan d'exploitation, plan de circulation des stockages et des réseaux, plan des réseaux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Localisation des points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.3.3.	
Thème(s) : protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :	
- <u>Au 9 rue Jean COCTEAU :</u>	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1 bis
Nature des effluents	EU
Traitement avant rejet	Fosse septique, suivie d'un filtre bactérien et d'un lit bactérien
- <u>Au 12 rue Jean COCTEAU :</u>	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2 bis
Nature des effluents	EI, EPp et EPnp
Débit maximal	13,25 m³/h
Exutoire du rejet	Réseau des eaux pluviales (fossés busés) de la zone industrielle, passant sous le site du 12 rue Jean Cocteau, puis le Ru du Réveillon, passant sous la RN 4
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	L'Yerres
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement
- <u>Au 12 rue Jean COCTEAU :</u>	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1
Nature des effluents	EU
Traitement avant rejet	Fosse septique, suivie d'un filtre bactérien et d'un lit bactérien
- <u>Au 12 rue Jean COCTEAU :</u>	
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	EI, EPp et EPnp
Débit maximal	7,80 m³/h
Exutoire du rejet	Ru du Réveillon, passant sous la RN 4
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	L'Yerres
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement
Constats : L'exploitant a indiqué que suite à l'installation de la station de dépollution, le nombre de points de rejet a été réduit à un seul point. Celui-ci est situé au 12 rue Jean Cocteau. Aussi, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance détaillant les modifications apportées à l'installation et précisant les caractéristiques du point de rejet dont dispose le site et mettant à jour les différents plans de l'installation (plan de	

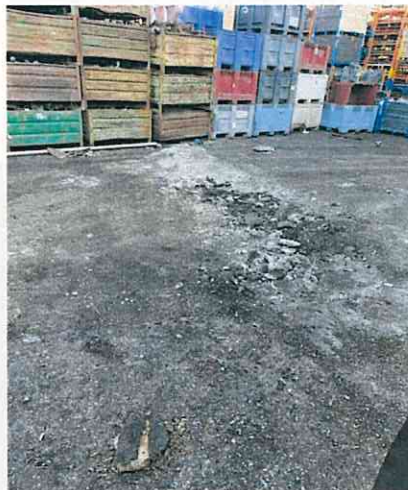
masse, plan d'exploitation, plan de circulation des stockages et des réseaux, plan des réseaux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.3.10.
Thème(s) : protection des ressources et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est équipé de trois séparateurs d'hydrocarbures : deux d'entre eux sont installés au 12 rue Jean Cocteau, le troisième est installé au 9 rue Jean Cocteau.</p> <p>Les séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures sont conformes à la norme en vigueur ou à toute autre norme de la Communauté européenne ou de l'Espace économique européen. Ils sont nettoyés par une société habilitée aussi souvent que nécessaire dans tous les cas au moins deux fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, les justificatifs d'entretien des débourbeurs-déshuileurs n'ont pas pu être fournis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, suite à l'incendie survenu le 30 septembre, l'exploitant a transmis, par courrier électronique du 12 janvier 2023, les justificatifs d'entretien et de curage des débourbeurs-déshuileurs réalisés les 13/10/2022 et 26/10/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.1.3
Thème(s) : déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'état de la dalle en béton était détérioré à plusieurs endroits du site au 12 rue Jean Cocteau. En particulier, au niveau de la zone de stockage des moteurs.</p> <p>En ce qui concerne l'état de la dalle au droit du sinistre, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, par courrier électronique du 12 janvier 2023 une attestation établie par l'entreprise BAUJARD, le 13/10/2022, indiquant que la dalle n'a pas été endommagée sur la zone de l'incendie.</p> <p>Pour les différentes zones dégradées de la dalle, constatées lors de la visite d'inspection, l'exploitant doit réaliser les travaux nécessaires assurant l'étanchéité de la dalle sur toute sa surface.</p>



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.2.4.1.

Thème(s) : déchets

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité maximale des déchets qui y sont entreposés et stockés provisoirement. Le plan visé à l'alinéa précédent est régulièrement mis à jour. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le plan des zones de stockages et de regroupement des déchets n'est pas à jour.

Celui-ci doit par conséquent être mis à jour conformément aux modifications apportées à l'organisation des zones d'exploitation et transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 5.1.2.

Thème(s) : Risques accidentels, autre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. [...]

Constats :

L'inspection a constaté dans la zone de stockage avant cisailage que des déchets comprenant des composants électroniques sont mélangés avec des métaux. La séparation des déchets n'est pas réalisée correctement.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N°10 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

[...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture du 12 rue Jean Cocteau est constituée d'une clôture extérieure en plaques de béton et d'une clôture intérieure en bardage métallique et plaques béton, d'une hauteur de 2,5 mètres. [...]

Constats :

L'inspection a constaté qu'une partie de la clôture périphérique du 12 rue Jean Cocteau est en bois et non en plaques de béton.

Un entreposage de moteurs accolé à cette partie de clôture a été constaté.

Or le rapport de modélisation des flux thermiques et de suppression du dossier d'autorisation environnementale préconise une distance d'éloignement des stockages vis-à-vis des limites de propriété de 6 mètres afin d'éviter toute propagation de feu.

L'exploitant doit mettre en conformité la clôture de l'installation en remplaçant la partie bois par du béton.

Les moteurs doivent être entreposés à une distance minimale de 6 mètre de la clôture.

Les justificatifs des actions précitées sont à transmettre à l'inspection des installations classées.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.2.

Thème(s) : prévention des risques technologiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent ; des essais et des visites périodiques du matériel et des moyens de secours sont réalisés semestriellement par l'exploitant.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le registre de vérification des équipements de lutte contre l'incendie a été fourni à l'inspection. Selon ce registre la dernière vérification des équipements a été effectuée en mai 2022 et indique que tous les extincteurs sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.3.

Thème(s) : prévention des risques technologiques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose à minima, pour la défense intérieure contre l'incendie de l'établissement : [...]

<p>- pour le 12 rue Jean Cocteau, d'une réserve d'eau aérienne de 300 m³ reliée à un poteau d'aspiration de diamètre 100 mm normalisé ;</p> <p>- pour le 9 rue Jean Cocteau, d'une réserve d'eau aérienne complémentaire conforme à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avoir une capacité minimale réellement utilisable de 120 m³ en toutes circonstances, • être accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers, • présenter une hauteur géométrique d'aspiration qui dans les conditions les plus défavorables soit inférieure à 6 mètres • disposer d'une plate-forme d'aspiration conforme de 32m³ (8m x 4m). <p>[...]</p> <p>La défense extérieure contre l'incendie de l'établissement, évaluée à 120 m³/h en simultané pendant 2 heures, est fournie de la manière suivante :</p> <p>- 60 m³/h fourni par une réserve de 120 m³ munie d'une plate-forme d'aspiration conforme sise au 9 rue Jean Cocteau,</p> <p>- 60 m³/h fourni par une réserve de 300 m³ alimentant un poteau d'aspiration sise au 12 rue Jean Cocteau.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente des dispositifs internes de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la capacité de la réserve d'eau située au 12 rue Jean Cocteau semblait ne pas disposer de l'intégralité du volume prévu par l'arrêté préfectoral à savoir 300 m³.</p> <p>L'inspection a également constaté la présence de ronces le long de cette même bâche incendie et du mauvais entretien de ses abords.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a été informée que lors de l'incendie du 30 septembre 2022, les services de secours ne sont pas parvenus à débloquer le poteau d'aspiration relié à la réserve d'eau du 12 rue Jean Cocteau.</p> <p>Il est notifié dans le rapport d'accident que des panneaux muraux précisant l'ouverture à droite du déblocage de la borne incendie et de ne pas utiliser la 2^{ème} vanne d'arrêt, doivent être mis en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 13 : Protection des milieux récepteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 7.5.8.</p>
<p>Thème(s) : prévention des risques technologiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre y compris les eaux d'extinction d'un incendie, afin que celles-ci soient traitées et afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux d'extinction seront maintenues sur chaque site, dans des rétentions prévues à cet effet et équipées de vannes de barrage. Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant aura recours à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents.</p> <p>[...]</p> <p>Pour le 12 Rue Jean Cocteau, un bassin de régulation de 180 m³ relié à un déversoir d'orage de 200 m³ permet de retenir les eaux pluviales avant leur passage dans le débourbeur/déshuileur et leur</p>

rejet dans le fossé. Le volume d'eaux incendie devant être retenu est de 300 m ³ . [...]
Constats : L'inspection a constaté que les eaux d'extinction ont bien été retenues dans le bassin de régulation en attendant leur évacuation par une société spécialisée. Par ailleurs, suite à l'incendie survenu le 30 septembre, l'exploitant a transmis, par courrier électronique du 12 janvier 2023, les justificatifs d'entretien et de curage des débourbeurs-déshuileurs réalisés les 13/10/2022 et 26/10/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Auto-surveillance des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.2.3.
Thème(s) : surveillance des émissions et de leurs effets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.9 du présent arrêté, doit être effectuée au moins une fois tous les ans par un organisme agréé par le ministre de l'Environnement en sortie de chaque émissaire (points de rejet n° 2 et n° 2 bis). Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.
Constats : Les dernières analyses des eaux résiduaires réalisées par l'organisme EUROFINs ont été fournies à l'inspection. Les valeurs limites en concentration maximale visées à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2010 sont respectées pour l'année 2021. Suite à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par courriel le 12/01/2023, les résultats des analyses des prélèvements réalisés le 25/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 4.3.9	
Thème(s) : protection des ressources et consommation d'eau	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur naturel considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.	
<i>Paramètres</i>	<i>Concentration maximale (mg/l)</i>
MEST	50
DCO	150
DBO5	50
Hydrocarbures totaux	5
Cadmium	0,02

Nickel	0,5
Plomb	0,5
Métaux totaux	15
Ethylène glycol	-

POLLUANTS SPECIFIQUES

Les polluants suivants, s'ils ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues à l'article 9.2.3. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
Chrome VI	0,1
Cyanures totaux	0,1
Arsenic	0,1
Indice phénols	0,3
AOX	5

Constats :

Suite à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis par courriel le 12/01/2023, le résultat des analyses des prélèvements réalisés le 25/11/2022. Ces résultats indiquent un dépassement de la concentration maximale admise pour la demande biochimique en oxygène (DBO5) visée à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 23/10/2010 (68 mg/l pour une valeur limite de 50 mg/l).

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Programme de surveillance pérenne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.4.1.

Thème(s) : Risques accidentels, autre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant poursuit au plus tard à compter du 1er janvier 2012 le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels et des eaux pluviales susceptibles d'être pollués par l'activité industrielle de l'établissement dans les conditions suivantes (points de rejets n° 2 et n° 2 bis visés à l'article 4.3.3) :

- substances concernées: substances visées à l'annexe 1 du présent arrêté, dont l'exploitant a retenu la surveillance sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 9.4.3.2 et 9.4.3.3 du présent arrêté ;
- périodicité : 1 mesure par trimestre ;
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation.

Au cours de cette surveillance pérenne, l'analyse au rejet de certaines substances pourra être abandonnée, après accord de l'inspection, si au moins l'une des quatre conditions suivantes est vérifiée (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont toutes les deux respectés) :

1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la

substance dans les rejets de l'établissement ;

2. Toutes les concentrations mesurées sur 6 analyses consécutives pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie à l'annexe 1 du présent arrêté ;

3 **3.1** Toutes les concentrations mesurées sur 6 analyses consécutives pour la substance sont inférieures à 10*NQEp (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

ET 3.2 Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux journalier admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent) ;

4. L'exploitant apporte la preuve formelle que la substance concernée n'est plus utilisée, stockée ou produite, sous quelque forme que ce soit, dans son établissement.

Constats :

Par courrier du 8 mars 2021, la société ARMABESSAIRE a sollicité auprès de Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne, l'autorisation d'abandonner totalement la surveillance perenne RSDE ou le suivi de certains paramètres RSDE au vu des résultats d'analyses de la campagne RSDE commencée en août 2019 jusqu'au mois de juillet 2020 et à la mise en place de la station de dépollution en décembre 2020.

L'inspection a constaté que la société ARMABESSAIRE a suspendu les prélèvements RSDE depuis le mois de juillet 2020 sans disposer d'un accord du Préfet.

De plus, au regard des résultats de la dernière campagne RSDE, il apparaît que les conditions établies dans l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2010 pour l'abandon de la surveillance de certaines substances ne sont pas respectées.

En effet, ces résultats indiquent un dépassement du critère « 10xNQE » sur moins de 6 analyses consécutives :

- Nonylphénols
- Cadmium
- Cuivre
- Fluoranthène
- Plomb
- Zinc
- Indeno(1,2,3-cd) pyrène
- Benzo(g,h,i) perylène
- Benzo(b)fluoranthène

Par ailleurs, les données transmises par la Société ARMABESSAIRE ne comportaient pas l'estimation du flux journalier théorique admissible par le milieu naturel pour chaque paramètre.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que le suivi des paramètres RSDE doit être maintenu selon le programme défini dans le courrier de la DRIEAT daté du 29/11/2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Déclaration des données annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2010, article 9.4.5.1.
Thème(s) : surveillance des émissions et de leurs effets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets aqueux devront être saisis et transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1 sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas avoir enregistré les résultats des mesures de la surveillance des rejets sur le site GIDAF depuis 2020 suite à des problèmes d'accès informatique. Dans un courriel daté du 27/10/2020, l'exploitant signale à l'inspection des installations classées ne plus parvenir à renseigner le site GIDAF. Par retour le 04/01/2021, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant avoir mis à jour le cadre d'autosurveillance sur le site GIDAF et qu'il sera actif à partir du 01/02/2021. Les télédéclarations des résultats de la surveillance des rejets aqueux doivent être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois